

FRANCE

LA LOI DE SÉCURITÉ GLOBALE RÉTABLIT LA CENSURE

La France a signé, le 9 décembre, la Déclaration de La Haye pour améliorer la sécurité des journalistes, sous l'égide de l'Unesco. Un grand moment d'hypocrisie politique, quand on sait que la majorité présidentielle française est en train d'adopter l'une des lois les plus restrictives du continent en termes de relation presse-police: la loi de Sécurité globale.

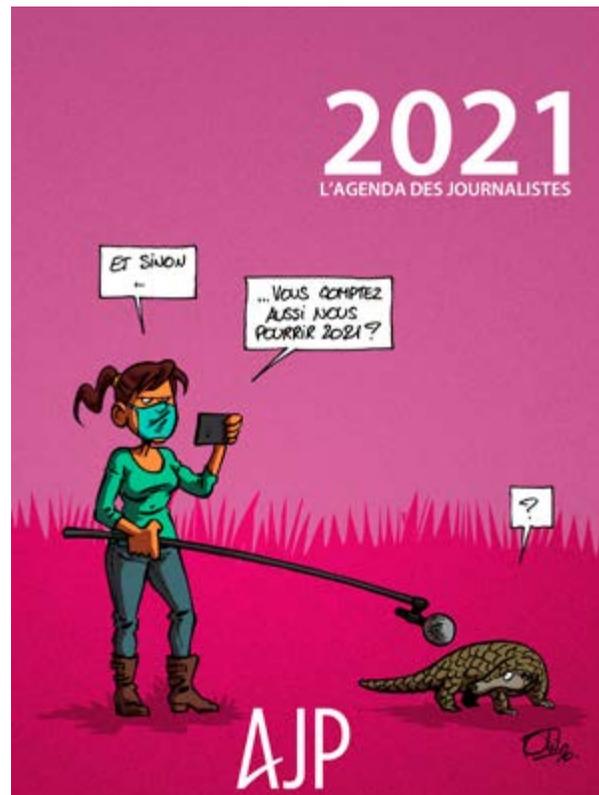
Déposée par la majorité présidentielle (LREM) et soutenue par l'opposition de droite et d'extrême-droite, la proposition de loi pour la Sécurité globale a été adoptée en première lecture, le 24 novembre dernier. Le texte, inspiré par certains syndicats policiers, prévoit notamment de modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en y introduisant de nouvelles sanctions: une peine d'un an d'emprisonnement et 45.000 euros d'amende pour avoir diffusé "par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support" l'image du visage ou tout autre élément permettant d'identifier un policier ou un gendarme en action, et ce dans le but supposé de porter atteinte à son intégrité physique ou psychique.

Concrètement, ces dispositions légales permettront d'interpeller tout journaliste qui filme en direct ou photographie une opération de police sur la voie publique, de le placer en garde à vue et de l'envoyer devant un tribunal, après saisie de son matériel.

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), qui n'ont pas été consultés par les auteurs de la proposition de loi, ont monté une coordination intégrant Amnesty International, la Ligue française des Droits de l'Homme et des collectifs comme Reporters En Colère, qui exigent le retrait pur et simple des articles les plus controversés de la loi. De larges manifestations, organisées tous les samedis, partout en France, témoignent aussi de la mobilisation citoyenne.

Ricardo Gutiérrez

Suite en page 2



L'AJP souhaite à tou-te-s les journalistes une année 2021 libre, voyageuse, insouciante et pleine de rencontres. Pour bien la commencer, tous nos membres ont reçu L'agenda AJP, illustré cette année par Oli. En vente sur www.ajp.be/librairie

DOSSIER

LE SPLEEN DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

De Belgique, part-on encore couvrir des conflits armés?

« Chaque fois que vous voyez des centaines de milliers de personnes raisonnables essayer de quitter un endroit et une petite poignée de fous s'évertuer à y aller, vous savez que ces derniers sont des reporters de guerre ». La phrase de H.R. Knickerbocker, célèbre correspondant américain des années 1930, fait toujours sourire dans les festivals de Perpignan ou de Bayeux, où se pressent les reporters de guerre « en permission ».

Des fous? William Howard Russell, qui passe pour avoir été le premier « vrai » correspondant de guerre, pour le Times de Londres lors de la guerre de Crimée (1853-56), les qualifiait de « parents misérables d'une famille d'infortune ».

Et pourtant, c'est sans doute l'une des formes de journalisme qui fascine le plus et dont l'histoire retient les figures les plus flamboyantes, de Robert Capa à Joseph Kessel, d'Ernie Pyle à Christiane Amanpour.

Combien sont-ils? Ces warcos, comme on les appelle parfois, sont bien moins nombreux que les journalistes spécialisés, correspondants de guerre intermittents, qui vont couvrir une guerre dans « leur territoire », africain ou moyen-oriental. « Il y a des milliers de journalistes qui passent quelques jours ou semaines sur un conflit, mais ceux qui y passent beaucoup de temps au fil de leur vie sont peu nombreux, peut-être entre 50 et 100 dans

le monde, donc c'est une petite famille », confie Remy Ourdan, grand reporter au journal *Le Monde*.

La Belgique francophone a une riche histoire de correspondance de guerre. Les pionniers les plus célèbres de l'information télévisée ont presque tous été « au feu » : au Congo surtout, lors des tumultueuses années 1960, avec Frédéric François ou Raoul Goulard, mais aussi, plus tard, dans presque tous les coins du monde où le canon tonnait, avec, en premiers de cordée, Josy Dubié ou Elisabeth Burdot.

Lire en pages 4, 5 et 6.

Jean-Paul Marthoz

N°231 SOMMAIRE

- 02 Profession : les va et vient et les nouvelles agrégations \
- 03 Jurisprudence : le droit de réponse s'applique aux écrits périodiques numériques \
- 06 AJP : rappel des cotisations 2021 \
- 07 Rue de la déonto : paroles d'experts, à vérifier \
- 08 Journaliste à la Une : Céline Sérusiaux

DOSSIER

LE SPLEEN DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

Partir sur un terrain hostile devient de plus en plus difficile. A cause des risques, de l'évolution des conflits, des moyens dont disposent les médias... Mais cela demeure toujours aussi important et intéressant. Et les femmes journalistes sont-elles les bienvenues en zone de guerre ?



La journaliste Pascale Bourgaux s'est rendue à plusieurs reprises en Afghanistan, grâce notamment à une bourse du Fonds pour le journalisme. Elle a réalisé un film sur un chef de guerre du nord du pays, dans un village hostile aux talibans. Les images ont été rapportées par le cameraman Garry Wantiez. L'histoire de ce "seigneur afghan" et de la rencontre avec la journaliste a ensuite été racontée ans une bande dessinée.

Suite de la page 1.

Dans la presse écrite, des journalistes ont aussi gagné leurs galons sur les champs de bataille, comme Colette Braeckman, envoyée spéciale du *Soir* dans la Corne de l'Afrique et l'Amérique centrale à la fin des années 1970.

Une autre génération leur a emboîté le pas, de San Salvador à Sarajevo, des Grands Lacs au Proche-Orient, avec Jean-Pierre Martin et Marie-Rose Armesto (RTL), Françoise Wallemacq, Philippe Lamair et Bernard Lepla (RTBF), le photographe Bruno Stevens. Et un peu plus tard, Pascale Bourgaux (RTBF, et puis TV5 Monde) en Irak et en Afghanistan, Alain Lallemand (*Le Soir*), de la guerre de la drogue à la guerre contre la terreur, Christophe Lamfalussy (*La Libre Belgique*) en Syrie et, tout récemment, au Nagorno Karabakh ou encore le photo-journaliste Cédric Gerbehaye à Gaza ou au Congo. Depuis quelques années, une poignée de jeunes sont en première ligne, comme Wilson Fache (RTBF, *Libération*) ou le photographe Quentin Bruno.

DRAPEAU EN BERNE

Et pourtant, aujourd'hui, la correspondance de guerre belge francophone a le drapeau en berne. Les envoyés spéciaux sont rares, les missions espacées, les moyens roborés. « Le marché du journalisme international et davantage encore du journalisme de guerre s'est rétréci, constate Benoît Grevisse, directeur de l'École de journalisme de Louvain (EJL). La crise qui frappe les médias a raréfié les moyens. A l'heure de la transition digitale, où tout euro compte, l'international n'a pas la priorité, à l'exception de certains événements qui peuvent être feuilletonnés, comme la saga de Donald Trump ». « Le prisme du regard a changé dans nos sociétés, ajoute Pascale Bourgaux. Il y a un empilement de crises, économiques, identitaires, même avant la Covid-19, qui prennent la place que l'on consacrait à l'international. Il y a un repli sur soi, moins de curiosité et de générosité, plus de frilosité ».

Le monde est aussi devenu plus dangereux. Il est loin le temps où des journalistes débarquaient sans crier gare dans des pays en guerre. « Les conflits ont changé de nature, les risques d'enlèvements et d'assassinats

dissuadent pas mal de rédactions », remarque Philippe Regnier, du service étranger du journal *Le Soir*. « Les journalistes occidentaux sont devenus des cibles privilégiées, à tuer ou enlever », confirme Wilson Fache, *Quand j'ai couvert le groupe Etat islamique, j'ai troqué mon gilet pare-balles marqué "Press" contre un gilet de camouflage militaire!* ».

Echaudées, les directions des médias freinent les ardeurs. « Aucune information ne mérite qu'on meure pour elle », entend-on dire aux « étages d'en-haut ». La sécurité devient un enjeu primordial. Le HEFAT, la formation aux environnements hostiles et aux premiers secours, est un impératif minimal, à défaut de disposer comme la BBC ou France Télévision de véhicules blindés et de gardes du corps. « J'y ai appris en particulier à négocier le passage des checkpoints, ce qui m'a vraiment servi lorsque j'étais sur le terrain dans le Donbass, en Ukraine. Ou encore à me protéger en cas de tirs », remarque Aurélie Didier (RTBF). Pour les freelances, c'est souvent la débrouille. « J'ai notamment suivi un cours de sécurité du Dart Center à la Columbia University, financé par la fondation Rory Peck. J'y ai appris les premiers secours, la protection en ligne, l'évaluation des risques », explique Wilson Fache.

Les déclics du reportage, les destinations et les sujets ont aussi changé. Depuis des années déjà, le « glocal », « les proximités distantes », comme les appelle le politologue américain James Rosenau, s'imposent, des guerres des Balkans, à deux heures de vol de Bruxelles, aux conflits du Moyen-Orient. La couverture de la guerre contre Daesh a été un constant aller-retour entre la Belgique, scène d'attentats djihadistes et source de « combattants étrangers », et les zones sans loi de l'arc de crise, de Mossoul à Raqqa.

UN TRAITEMENT DIFFÉRENT

Les autres régions du monde s'estompent, « depuis la fin de la guerre froide surtout, qui faisait de guerres éloignées des enjeux globaux », note Colette Braeckman. Et l'Afrique centrale, qui fut longtemps un fief du journalisme belge, avec un angle particulier qui le distinguait de la presse internationale? « Le regard belge reste très différent, estime Benoît Grevisse, mais le traitement s'est fortement distancié ». La présence de militaires belges en opérations

peut aussi décider d'un reportage, mais au Sahel, principal « théâtre d'OPEX » (opération extérieure) de l'armée belge, les envoyés spéciaux se font rares. Les liens apparaissent trop ténus, les risques trop grands, les budgets trop élevés.

Le journalisme de guerre coûte cher avec ses fixeurs, ses assurances et ses équipements, même si, note Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'information à la RTBF, « on reste moins longtemps et les coûts de transmission ont chuté ». Les journalistes sont souvent contraints de s'embarquer » (l'embedding) avec des organisations non gouvernementales, des milices ou des armées. C'est parfois la seule possibilité d'entrer dans des zones de guerre. Toutefois, l'exercice est délicat dans la mesure où l'envoyé spécial est forcé de s'inscrire, bon gré mal gré, dans des stratégies de communication et des règles qui sortent de la logique et de l'indépendance journalistiques. « Le risque de l'autocensure est permanent », note Wilson Fache. « Le risque aussi de ne pas contrôler l'agenda du reportage », ajoute Colette Braeckman.

Un peu à l'exemple des « pilotes de drones » qui font la guerre en Afghanistan sans bouger

de leur base du Nevada, les rédactions contournent en partie la nécessité du grand reportage en exploitant la profusion d'informations diffusées par ceux que Nik Gowing (BBC) appelle les information-doers: chercheurs d'associations de droits humains ou de centres d'études, vidéastes activistes, blogueurs, badauds armés d'Iphone, etc. Les enquêtes fondées sur l'exploitation des sources ouvertes (l'Open Source Intelligence, avec les images satellite, les réseaux sociaux, la géolocalisation, la science forensique et le data journalism), a permis des enquêtes remarquables sur des événements qui étaient « hors limites » pour les correspondants de guerre, comme les attaques à l'arme chimique en Syrie ou la chute de l'avion de la Malaysian Airlines en 2014 en Ukraine. « On ne doit pas toujours entendre le bruit des balles pour faire une bonne couverture d'un conflit armé, explique Jean-Pierre Jacqmin. Le terrain, toutefois, reste essentiel ».

« Il faut être là où il se passe quelque chose, trainer ses guêtres, nous confiait Colette Braeckman. Si, par exemple, je n'étais pas allé à Beni dans l'est de la RDC, je n'y aurais pas constaté l'infiltration de groupes islamistes

radicaux. Tout n'est pas sur Internet ». Les journalistes, qu'ils soient attachés à des rédactions ou surtout freelance, doivent dès lors, « pour être là », apprendre à faire des « montages ». Un certain nombre d'entre eux ont bénéficié du Fonds pour le journalisme pour produire des reportages au long cours. A l'exemple d'Aurélien Moreau avec sa « plongée au cœur de la guérilla kurde », paru en 2018 dans *Le Soir*, ou de Christophe Lamfalussy et de la photo-journaliste Johanna de Tessières, avec leur reportage sur les Yézidis, publié en 2018 dans *La Libre Belgique*.

LA DÉBROUILLE DES INDÉPENDANTS

Les journalistes indépendant-e-s, en particulier, doivent jongler avec les projets, réseauter. « En Irak, je logeais dans une maison partagée avec d'autres correspondants, explique Wilson Fache. Je multiplie non seulement les collaborations, mais aussi les activités, entre journalisme, recherche et enseignement ». Une nouvelle identité professionnelle, hybride, est en train d'émerger. « Freelance au début, c'est la galère, mais c'est possible, Il faut être tenace, créatif », confie Pascale Bourgaux, qui s'est diversifiée dans le documentaire et le journalisme BD, avec "Les larmes du seigneur Afghan".

Le journalisme de conflit ne se limite pas au bang bang des terres de sang. Les « missions dangereuses » font aussi partie du genre, avec la couverture de transitions politiques chahutées et les reportages sur des groupes criminels ou extrémistes. « J'ai filmé des milices en Suède, raconte Aurélie Didier, et ça m'a paru plus flippant que la guerre en Ukraine ou à Gaza ». De même, les conséquences de la guerre sur les populations civiles, l'enjeu de la pacification et de la réconciliation, les migrations forcées et les diasporas de l'exil relèvent du journalisme de conflit, comme en témoignent les reportages photos de Gaël Turine parmi les jeunes de Kaboul ou le long du "mur de la peur" entre l'Inde et le Bangladesh.

La temporalité est elle aussi en jeu. « Les journalistes ont tendance à arriver trop tard et à partir trop tôt », disait le légendaire David Halberstam du *New York Times*. Il faudrait être là quand un conflit se prépare, comme en 1993 au Rwanda à la veille du génocide; revenir quand les armes se sont tues, comme

l'ont fait Marie-Paule Jeunehomme (RTBF 2014), enquêtant au Pays basque après l'adieu aux armes de l'ETA, ou la photo-journaliste Virginie Nguyen Hoang, filmant "Gaza la débrouille", entre deux guerres.

Le journalisme de guerre est sans doute l'une des formes les plus exigeantes du métier. Emotionnellement, politiquement. Etre confronté à la folie et à la souffrance humaines ne laisse pas indifférent. « On a peur chaque fois », disait Raoul Goulard en évoquant le chaos du Congo au début des années 1960. Le risque de traumatisme face à la mort et à la violence rôde, le découragement aussi lorsque, comme s'en désolait la célèbre correspondante de guerre américaine, Martha Gellhorn, les reportages les plus poignants butent sur l'indifférence du monde.

La question de l'engagement, de l'empathie, du « parti pris » pour un camp ou pour les victimes, est permanente. « J'avais envie de rendre compte de ce que les victimes ont enduré », note Aurélie Didier à propos de Gaza. Choqué par le génocide du Rwanda et le siège de Sarajevo, Jean-Pierre Martin confiait lors d'une conférence en 2018 qu'il voulait « éveiller les consciences » et contribuer à ce que les responsables des atrocités n'échappent pas à la justice.

UN MÉTIER D'AVENIR

Quelle que soit la raison - ou la déraison parfois - qui les pousse à aller au front, les correspondant de guerre sont au cœur de la marche du monde et des interrogations éternelles du journalisme. « C'est un métier d'avenir, car la planète va mal, le monde a plus que jamais besoin de journalistes qui couvrent les guerres, défendent des causes, enquiquinent les dictateurs », plaide Pascale Bourgaux à l'adresse des jeunes qui hésitent sur la ligne de départ. « Les correspondants de guerre sont les yeux de l'Histoire, disait Harold Evans, l'ancien rédacteur en chef du *Sunday Times*. Ils sont nos yeux au cœur de l'Histoire ».

Jean-Paul Marthoz

Jean-Paul Marthoz est aussi l'auteur de: "En première ligne. Le journalisme au cœur des conflits", Mardaga/Grip, 2018. "Journalisme international", Editions De Boeck, 2018, 3^e édition.

Suite du dossier en page 6



La photographe Virginie Nguyen Hoang a couvert plusieurs conflits armés. Cette photo de Gaza, primée à plusieurs reprises, est issue d'un reportage soutenu par le Fonds pour le journalisme.

TRAVAIL DE FIN D'ÉTUDE

LES FEMMES JOURNALISTES SONT-ELLES LES BIENVENUES EN TERRAIN HOSTILE ?

Les reportères de guerre ont dû se défaire de carcans sociétaux pour s'imposer. Aujourd'hui leur présence s'accroît sur le terrain.

Tout le monde connaît Albert Londres et Ernest Hemingway, célèbres pour leurs récits journalistiques sur les conflits armés. Par contre, le nom de Martha Gellhorn, par exemple, n'évoque pas grand-chose. Et pourtant, elle aussi fut reportère de guerre à la même époque. La



Martha Gellhorn pendant la guerre sino-japonaise.

place et le rôle des femmes journalistes travaillant en milieu hostile est un beau sujet de réflexion. Il a d'ailleurs fait l'objet d'un mémoire très intéressant (1). Clothilde Van Brussel y pose les questions essentielles de la présence de femmes à certains postes clé dans les rédactions et sur le terrain. Elle en analyse le pourquoi et les conséquences. Résumé.

Au 20^e siècle, plus que maintenant encore, la société avait assigné un rôle figé aux femmes, tant dans la vie familiale que professionnelle. Rôle qui correspondait soit-disant à leurs caractéristiques. Elles étaient mères, s'occupaient des enfants, étaient affectées à des rubriques plus émotionnelles quand elles travaillaient. Et pourtant certaines femmes se sont libérées de ces carcans pour vivre pleinement la vie de reportères de guerre.

LES FÉMINISTES DES ANNÉES '60

Plus récemment on a assisté à une féminisation relative du reportage de guerre, surtout après les mouvements féministes des années '60. Elles aussi voulaient être des témoins de l'Histoire, vivre leur vie de journalistes, raconter et témoigner. Elles ont dû combattre bien des préjugés (les femmes sont plus faibles, vulnérables, émotives, peureuses...) et faire leurs preuves sur le terrain comme dans les rédactions, bien davantage que les hommes.

Et en territoire hostile, comment cela se passe-t-il ? Est-ce un avantage ou un inconvénient d'être une femme ? Difficile de trancher. Certaines se disent avant tout journalistes, le genre important peu. D'autres affichent des

avantages liés à un accès plus aisé à certaines sources d'information, les civils, les familles, les militaires qui se montreraient plus ouverts envers elles. On leur reconnaît aussi des spécificités professionnelles aussi, comme une plus grande sensibilité, l'aspect stratégique des guerres passant au second plan. Mais

certaines ont aussi subi des agressions physiques et sexuelles. Les rédactions et les collègues ont un rôle de protection à jouer pour éviter cela. Et Clothilde Van Brussel insiste : « évitons de ne voir que les problèmes, il y a aussi de nombreux avantages à avoir des femmes journalistes en terrain de guerre ».

Les collègues masculins ne voient pas toujours d'un bon œil l'arrivée de femmes, qu'ils regardent parfois de haut. Mais ces différences et ces attitudes semblent diminuer au fil du temps. Les femmes journalistes seraient maintenant d'abord perçues comme des professionnelles et mieux acceptées.

S'il y a des différences sur le terrain, il y en a aussi avant de partir. La place de la femme dans la société, dans la famille, dans la rédaction est aussi source de discriminations. Cela peut freiner les envies et la carrière de femmes journalistes. « Mère ou reporter, il faut choisir », leur dit-on parfois. Mais leurs combats et leur détermination leur permet de s'imposer. L'autrice du travail de fin d'étude propose aussi une approche plus sociologique qui permet de mieux comprendre le combat des femmes journalistes.

J-P B.

[1] « Peut-on être femme et reporter de guerre ? L'évolution de la place de la femme dans le journalisme de conflit », Clothilde Van Brussel, Haute école Louvain en Hainaut, 2020.

Pour aller plus loin : Il y a deux ans, Denis Ruellan (Sorbonne) consacrait un ouvrage entier à la question "Qu'est-ce qui conduit une journaliste à choisir la guerre comme terrain de travail ?". Avec 15 portraits de reportères.

https://www.lalibrairie.com/livres/reporteres-de-guerre--gout-et-couts_

— Brèves —

RTBF Voici la composition du nouveau bureau de la SDJ. Thi Diem Quach, présidente; Baptiste Hupin, président adjoint; Mélanie Joris, vice-présidente; Aline Wavreille, secrétaire; Sandro Faes; Sarah Devaux; Mariam Alard; Eric Boever; Michel Gretry; Valentin Boigelot; Nicolas Vandenschrick; Stéphanie Lepage; Benoit Feyt; David Bertrand.

AJP N'oubliez pas votre cotisation ! Pour 2021, elle n'a été ni augmentée, ni indexée vu les circonstances difficiles pour beaucoup d'entre vous. Les montants sont donc : Journalistes professionnels 148 € Journalistes stagiaires 95 € Collaborateurs de presse 105 € Journalistes honoraires 92 € Si vous ne souhaitez pas être membre de l'AJP, votre carte doit néanmoins être validée. La vignette de validation coûte 42 € et celle pour la plaque auto 52 € Numéro de compte BE88 2100 7859 8041

EN-GAJE « Ensemble - Groupe d'aide aux journalistes exilés » a pour l'instant recensé 60 journalistes exilés en Belgique. La plupart garde l'espoir d'exercer encore leur passion, même occasionnellement, en collaborant avec les médias belges. Dans ce but, En-GAJE vient de mettre en ligne un répertoire des journalistes exilé-es qui ont choisi d'y figurer. Ces collègues y disent dans quelles rôles ils et elles pourraient être des ressources pour les rédactions. Le répertoire comprend actuellement une vingtaine de journalistes et est appelé à s'étoffer. Une recherche est possible par pays ou par nom sur www.engaje.be/repertoire. (S. T.)

SIROP « Des gens, des articles, des adresses ». La recette de sirop est simple, drôlement efficace et pleine de vie. Deux jeunes Liégeois, Kathleen Wuyard et Clément Jadot, entourée d'une brigade compacte, assurent cuisine et service en salle. Au menu semestriel, pour



0 euros TTC : des Liégeois, des Wallons, des Flamands très wallons (Vive la Fête en couverture du n°1) et surtout une gourmandise assez prononcée pour le « feel good », un carnet d'adresses plutôt variées complétant de « longs formats », culture, lifestyle ou société.

RUE DE LA DÉONTO

PAROLES D'EXPERTS, À VÉRIFIER

Notre chronique de déonto inspirée de la jurisprudence de conseils de déontologie belges et étrangers.

La jurisprudence déontologique est unanime sur la différence entre les affirmations des journalistes dont ils portent la responsabilité et la reproduction de paroles de tiers clairement présentés comme tels. Cela concerne notamment les citations de témoins ou d'experts. Mais il faut nuancer. Des avis récents de conseils de déontologie indiquent que répercuter, sans plus, ne suffit pas. Il n'est pas question ici de propos racistes, injurieux ou ouvertement mensongers que des intervenants tiennent dans des débats ou des émissions du genre antenne ouverte. Dans ces cas-là, les journalistes ont la responsabilité de les recadrer immédiatement. Mais lorsqu'il s'agit d'affirmations d'apparence sensée qui s'opposent ?

En Suisse, le Conseil de presse (CSP) a pris position le 22 octobre dernier dans un dossier impliquant l'hebdomadaire *Vigousse* pour un article concernant un débat sur le statut de *Rouge*, une radio indépendante. Le journaliste avait repris le témoignage très critique d'une personne présentée comme ancien animateur de la station. La plaignante, en l'occurrence la radio concernée, reprochait notamment à l'hebdo d'avoir failli au devoir de recherche de la vérité en publiant un témoignage sans mettre en perspective les informations qu'il contenait. Le média contestait ce grief en se basant sur la possibilité de réplique donnée à la directrice de la radio.

Le CSP a estimé que cela ne suffisait pas : « Reproduire une grande partie de la réponse de la directrice de *Rouge*, comme l'argue *Vigousse* dans sa défense, ne dédouane pas le journaliste de son devoir de vérifier que les affirmations de son témoin correspondent aux faits et de les nuancer explicitement. Le journal, en se contentant de juxtaposer arguments et contre-arguments, n'a donc pas rempli ses devoirs élémentaires en matière de recherche de la vérité ».

Le même CPS l'a confirmé implicitement a contrario dans une autre décision prise le même jour à propos d'un article évoquant des positions différentes de scientifiques sur l'hydroxychloroquine. Le confrère du quotidien *Le Temps* auteur du papier avait confronté ces positions et porté ensuite un regard très critique sur ce produit. Il ne s'était donc pas contenté de juxtaposer les arguments. C'est précisément ce qu'un plaignant lui reprochait. Le CPS a rejeté cette plainte. En prenant de la distance, en mettant en perspective, en fournissant au public non seulement des avis mais aussi des clés de compréhension, les journalistes font leur travail.

Chez nous, le CDJ va dans le même sens. Dans deux avis du 24 juin 2020 portant sur la même information dans deux médias différents au départ d'un arrêt du Conseil d'État, il a constaté que l'un a vérifié et recoupé les infos auprès d'autres sources tandis que l'autre l'a négligé mais aurait dû le faire. Les sources juridiques de haut niveau n'échappent pas aux exigences de vérification.

Si « se contenter de juxtaposer arguments et contre-arguments » peut constituer une faute déontologique, cela implique de maîtriser un tant soit peu la matière traitée afin d'être capable de prendre de la distance. Mais jusqu'où ? En ces temps de Covid et de recours massif aux experts aux positions parfois opposées, exige-t-on des journalistes de connaître le sujet autant que leurs invité-e-s ? Si oui, à quoi bon faire appel à ceux-ci ? Un équilibre lucide est donc à trouver entre le regard critique indispensable y compris envers les paroles d'experts et la confiance envers leurs compétences additionnelles, en se méfiant de ceux qui affirment des certitudes dans un domaine où le doute est la règle. Cela va peut-être sans dire mais mieux encore en le disant.

André Linard

https://presserat.ch/fr/complaints/76_2020/
https://presserat.ch/fr/complaints/77_2020/

ILS ET ELLES PUBLIENT

MES ARRÊTS SUR IMAGE

Michel Lecomte

KENNES, 180 P., 19,90 €

40 ans de journalisme sportif, ça compte et ça laisse des souvenirs. Michel Lecomte, journaliste à la RTBF, a choisi de revenir sur divers événements marquants de sa carrière. Des arrêts sur image qu'il raconte avec le soutien du juriste de la RTBF Stéphane Hoebeke.



IL S'EST PASSÉ UN TRUC INCROYABLE

Julie Huon

LE SOIR, 128 P., 12 €

2020, année Covid, hors du commun, à oublier... Une année pleine de surprises aussi. Julie Huon, journaliste au Soir, a rédigé depuis plus de 250 jours des chroniques d'humour câlin de la vie des Belges. En cette fin d'année, elle en publie 100 dans un ouvrage, illustré par ses dessins.



Hommage

ODETTE DERÈZE

Le Covid a emporté, à l'âge de 88 ans, Odette Derèze, photojournaliste que les membres de l'AJP connaissent bien, puisque nous lui avons consacré notre Agenda 2018, à elle et à sa marraine Germaine Van Parys. La vie de ces deux pionnières fut intimement liée : c'est à l'agence Van Parijs, créée par Germaine en 1952, qu'Odette fit toute sa carrière. L'Agence prit rapidement une envergure internationale et la production photographique d'Odette fut distribuée dans plus de 40 pays. Pendant quatre décennies, outre la couverture des événements d'actualité, elle a signé des photographies documentaires, sociales et culturelles, dont de nombreux portraits de stars. Elle était proche de la famille royale et a photographié les mariages des rois Baudouin et Albert II, puis les funérailles de Baudouin en 1993. Fine observatrice, curieuse et d'un caractère bien trempé, elle fut considérée comme l'une des principales photographes de presse humanistes belges de la seconde moitié du 20^e siècle. Elle laisse un énorme fonds photographique constitué de plusieurs centaines de milliers de clichés, patiemment archivé avec l'aide attentionnée de ses fils, Tom et Nico Gastmans. (MS).



Un des nombreux portraits de stars d'Odette Derèze. Ici Jacques Brel et Annie Girardot, devant un Orval, lors du tournage du film « La bande à Bonnot » au Café Le Cirio à Bruxelles (1968).